

III. PROCÉDURE GÉNÉRALE DE REMBOURSEMENT

- **REPORT DES CRÉDITS** dégagés sur les déclarations CA 3 déposées au titre du trimestre :
(à compléter par les entreprises déposant leurs déclarations mensuellement)

mois : montant :

- **REMBOURSEMENT DEMANDÉ** **R**

IV. PROCÉDURE SPÉCIALE « EXPORTATEURS »

■ CALCUL DU PLAFOND DE REMBOURSEMENT

	Nature des opérations ouvrant droit à remboursement Indiquer la (les) période(s) concernée(s)	Répartition du montant des opérations ouvrant droit à remboursement selon la procédure spéciale d'après le taux de TVA qui leur aurait été applicable si elles avaient été soumises à cette taxe en France (taux réduit, taux normal, taux particuliers)				Totaux par ligne
		1	2	3	4	
1	Exportations de biens meubles corporels					
2	Livraisons intracommunautaires de biens meubles corporels					
3	Autres opérations relevant du commerce extérieur et ventes en suspension de taxe					
4	Totaux par colonne					
5	Taux de la TVA (à préciser)	× %	× %	× %	× %	
6	TVA fictive retenue comme plafond de remboursement					
7	■ FRACTION DE TVA fictive non utilisée sur la précédente demande 3519 (ligne 12) (fraction non reportable si, entre-temps, vous avez obtenu un remboursement selon la procédure générale)					
8	■ PLAFOND DE REMBOURSEMENT (total lignes 6 et 7)					P
9	■ REPORT DU CRÉDIT dégagé sur la déclaration de TVA					C
10	■ REMBOURSEMENT DEMANDÉ (plus petit des deux montants P ou C)					R
11	■ CRÉDIT non remboursable à reporter sur la prochaine déclaration (C – R)					
12	■ FRACTION DE TVA fictive non utilisée sur la présente déclaration (P – R) (et reportable, le cas échéant, sur la ligne 7 de votre prochaine demande)					

SERVICE DESTINATAIRE – DÉLAIS – DOCUMENTS À JOINDRE À LA PRÉSENTE DEMANDE

- **SERVICE DESTINATAIRE** : Service des impôts dont relève l'entreprise ou son représentant fiscal.
- **DÉLAIS** : délai prévu pour le dépôt de la déclaration de TVA (CA 3 ou CA 12 A) faisant apparaître le crédit dont le remboursement est demandé; au cours du mois suivant le trimestre considéré pour les entreprises placées sous le régime simplifié d'imposition.
- **DOCUMENTS À TRANSMETTRE** :
 - **déclaration de TVA** – CA 3 ou CA 12 A et éventuellement annexes 3310 KA et 3310 ter faisant apparaître le crédit dont le remboursement est demandé;
 - **relevé d'identité bancaire, postal ou de caisse d'épargne** [conforme au libellé exact de l'entreprise ou du représentant dûment qualifié (cf. *infra*)] s'il s'agit d'une première demande de remboursement ou en cas de changement de compte (1);
 - **mandat** si le signataire de la demande n'est pas le redevable, lors de la première demande ou en cas de changement de mandataire (le mandat doit être exprès et établi ou enregistré antérieurement à la date de souscription de la demande). Ce mandat doit être impérativement produit sous forme d'un acte authentique dans les cas de remboursement au nom du représentant qualifié de l'entreprise bénéficiaire pour toute somme excédant 5 300 €; en deçà, un acte sous seing privé est admis;
 - **relevé des factures d'achats** comportant, sur trois colonnes, les noms et adresses des fournisseurs ou prestataires de services, les date et montant de chaque facture et le montant de la TVA mentionnée sur la facture, **lorsqu'il s'agit de la première demande présentée par une entreprise nouvelle**. Pour les entreprises placées sous le régime simplifié d'imposition sollicitant un remboursement trimestriel provisionnel de la TVA ayant grevé leurs acquisitions d'immobilisations, **l'original de ces factures est exigé**.

OBSERVATION : Les documents listés ci-dessus doivent **impérativement** être joints à votre demande de remboursement. À défaut, ils vous seraient réclamés ultérieurement par les services de la DGI, ce qui retarderait d'autant le remboursement de votre crédit.

(1) En cas de décès, au nom du notaire avec un certificat d'hérédité et une lettre dans laquelle le notaire se porte fort vis-à-vis des héritiers.

TELETRANSMISSION DES DEMANDES DE REMBOURSEMENT AVEC TELETVA

Et si vous transmettiez vos demandes de remboursement de crédits de TVA par voie dématérialisée avec TélétVA ? Ce service est offert à toutes les entreprises à l'exception des entreprises étrangères gérées par la Direction des Résidents à l'Étranger et des Services Généraux. Pour plus d'informations, consultez le site www.impots.gouv.fr, rubrique « Professionnels ».

AVIS DU COMPTABLE DES IMPÔTS

LE COMPTABLE des Impôts soussigné certifie que l'entreprise demanderesse :

- (1) { a déposé en même temps que la présente demande une déclaration de taxe sur la valeur ajoutée faisant apparaître le crédit;
ne figure à aucun titre comme reliquataire dans les écritures de la recette;
est redevable de la somme de (mention en chiffres uniquement).....

au titre de

Observations (2) :

À, le

Signature et cachet d'authenticité :

(1) Rayer la mention qui ne convient pas.
(2) Indiquer, notamment, les raisons pour lesquelles il paraît opportun d'exiger une caution.
Préciser, le cas échéant, qu'un avis de compensation n° 3382 est établi.

AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

L'INSPECTEUR (1) LE CONTRÔLEUR (1) des Impôts soussigné émet un avis { favorable } (1) au remboursement de la somme de (mention en chiffres uniquement)

Observations (2) :

À, le

Signature et cachet d'authenticité :

CODE REJET / ADM PARTIELLE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
TYPE DE REJET	<input type="checkbox"/>	TYPE DE CONTRÔLE <input type="checkbox"/>
N° ALPAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- Nombre de documents présentés – sur demande de l'inspecteur – pour justifier :
 - les affaires d'exportation
 - les taxes déductibles
- Nombre de bulletins de recoupe-ment établis

(1) Rayer la mention qui ne convient pas.
(2) Indiquer, notamment, les raisons pour lesquelles il paraît opportun d'exiger une caution.
Préciser, le cas échéant, les motifs de rejet total ou partiel du remboursement demandé.

DÉCISION DU DIRECTEUR

LE DIRECTEUR des Services fiscaux soussigné autorise le remboursement de la somme de (mention en chiffres uniquement)

au profit de

La présentation d'une caution { a été exigée (1), } À, le
n'a pas été exigée (1).

Signature et cachet d'authenticité :

(1) Rayer la mention qui ne convient pas.

Décisions prises par délégation			
Nature op.	Numéro op.	Date	Nom - Signature